

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 28 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DE L'ARGOAT

route de Pontivy
22600 Saint-Caradec

Code AIOT : 0005503897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2023 dans l'établissement ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DE L'ARGOAT implanté ZI de l'Isle Route de Pontivy 22600 Saint-Caradec. L'inspection a été annoncée le 01/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DE L'ARGOAT
- ZI de l'Isle Route de Pontivy 22600 Saint-Caradec
- Code AIOT : 0005503897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EFA exploite un établissement spécialisé dans la surgélation de légumes frais et le stockage de produits surgelés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la mise en demeure du 3 février 2016 sur le vieillissement des installations ;
- Moyens de défense incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Consignes SDIS	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Détection incendie - Chambres froides	Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 8.3.1	/	Sans objet
10	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 7.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 03/02/2016, article 2	Mise en demeure	Sans objet
2	Suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 03/02/2016, article 3	Mise en demeure	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie - Exercices	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10	/	Sans objet
6	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.3	/	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6	/	Sans objet
8	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 7.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever un besoin de suivi en interne par l'exploitant plus conséquent de ses installations et des actions entreprises notamment concernant la défense incendie.

La mise en demeure du 3 février 2016 relative au vieillissement des installations notamment peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2016, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société EFA est mise en demeure de fournir le recensement des équipements du site (tuyauteries, capacités...) relevant de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2000 modifié visé ci-dessus ou un argumentaire justifiant de l'absence de suivi des équipements eu égard des exclusions du texte réglementaire sous un délai d'un mois.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucun équipement n'est soumis aux articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2000 au sein de son site. En effet : <ul style="list-style-type: none">- l'étude de dangers ne mentionne aucun événement accidentel côté avec une gravité importante ;- les réservoirs et capacités ont tous un volume inférieur à 100 m³ et ceux contenant une substance avec les mentions de dangers H400 ou H410 ont tous un volume inférieur à 10 m³ ;- les tuyauteries contenant une substance avec les mentions de dangers H400 ou H410 ont toutes un diamètre inférieur à DN 100 et celles contenant une substance avec les mentions de dangers H411 ont toutes un diamètre inférieur à DN 80. Cette analyse montre l'absence d'équipements concernés par les articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/02/2016, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si des équipements répondent à l'arrêté ministériel du 04/10/10 modifié, l'exploitant devra réaliser conformément à l'article 5 l'état initial, le programme d'inspection ainsi que le plan d'inspection de chaque équipement identifié du site relevant de cet arrêté sous un délai de 3 mois.
Constats : Aucun équipement ne répond aux articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/10. Le site n'est donc pas concerné par la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux.
Constats : L'exploitant a expliqué qu'un technicien est sur le site en continu et assure l'accueil des secours. L'inspection a constaté l'absence de consignes écrites pour l'accueil des secours et leurs modalités d'accès. A la suite de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir réalisé un dossier comprenant des plans et consignes à mettre à disposition des secours. L'exploitant doit faire valider son dossier avec le SDIS et définir un lieu de mise à disposition de ces consignes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt (hors chambres froides à température négative), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les extincteurs destinés à protéger les chambres froides à température négative sont installés à l'extérieur de celles-ci, sur les quais, près des accès. La dotation requise pour les quais n'est pas cumulée avec celle des chambres froides à température négative.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'extincteurs notamment dans le couloir à proximité des accès aux chambres froides, sur les quais extérieurs et les aires de déchargement et de manutention. Ils sont visibles et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie - Exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de la présente annexe.
Constats : L'exploitant a réalisé un exercice le 14 avril 2022. Il a fait l'objet d'un compte-rendu qui présente des points à améliorer et un plan d'actions associé. L'inspection a constaté que ce plan d'action n'est pas suivi, en effet, certaines échéances sont dépassées. De plus, l'inspection a constaté qu'une action notée comme mise en place « l'inscription des chauffeurs sur un registre » n'est pas mise en œuvre sur le terrain. Suite à cette inspection, l'exploitant a mis à jour son plan d'action et l'a envoyé à l'inspection. Un certain nombre d'actions a été soldé et des échéances ont été redéfinies pour les autres. L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant de suivre et de solder le plan d'action. Le bon fonctionnement de ces actions mises en place devra être validé au cours du prochain exercice de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un panneau sur le site recensant et signalant les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Les rapports des contrôles 2022 ont été présentés pour les extincteurs, les RIA et les poteaux incendie. Seul le rapport des RIA présentait des anomalies. L'exploitant a présenté à l'inspection la facture des réparations nécessaires et la visite du site a permis de constater leur bonne réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront pouvoir fournir simultanément et en permanence un débit de 900 m3/h dont 300 m3/h au moins à partir de poteaux-incendie. Ces points d'eau, accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie en utilisant un chemin praticable, sont répartis à une distance inférieure à 100 mètres de l'établissement.
Constats : L'inspection a constaté la présence de 3 poteaux incendie. Les derniers rapports de vérification de ces poteaux montrent un débit maximal cumulé supérieur à 300 m3/h. Les besoins en eau supplémentaires sont disponibles dans deux lagunes (n°4 et 5) d'un volume respectif de 34100 m3 et 42900 m3. Ces points d'eau sont à moins de 100 mètres de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection incendie - Chambres froides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le couloir séparant la chambre froide n°1 des chambres froides n°2 et n°3 est muni de détecteurs de flammes. Un système de transmission à distance de l'ensemble des alarmes (feu, fumée, ammoniac) est mis en place, de manière à ce qu'un responsable compétent puisse être alerté rapidement pour intervenir dans des délais compatibles avec la cinétique des événements et alerter les secours.
Constats : L'inspection a constaté que le couloir séparant la chambre froide n°1 des chambres froides n°2 et n°3 ne dispose pas de détecteurs de flammes. Seuls des détecteurs de fumées sont présents. L'exploitant n'avait pas relevé cette prescription et se questionne sur son utilité. L'exploitant devra transmettre à l'inspection des explications sur la nécessité ou non de ces détecteurs de flamme en tant que mesures de maîtrise des risques. Lors du déclenchement d'un détecteur, l'information est renvoyée vers une société de télésurveillance, qui à son tour renvoie l'information vers l'astreinte du site 24h/24, cette dernière étant assurée en premier par le technicien présent sur le site en continu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2009, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voies de circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.
Constats : Les règles de circulation à l'intérieur de l'établissement sont correctement signalées. Cependant, l'inspection a constaté que la voie piétonne sur le quai de déchargement n'était pas praticable du fait de la présence de stockages sur cette voie. L'exploitant devra s'assurer que les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement soient toujours dégagées afin de ne pas empêcher le passage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet